



M le Directeur Académique
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD

Jean Jaurès, le grand Jean Jaurès qui a donné son nom à plus de 340 écoles en France, disait en 1895 à l'Assemblée Nationale : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.* » Comme il avait raison, et qui aurait cru que plus de 130 ans après on en serait toujours au même point.

Car il nous faut recontextualiser socialement, politiquement et économiquement votre projet de carte scolaire Monsieur le Directeur Académique....

Il intervient dans un monde en guerre, ce qui a des répercussions en France.

À la CGT Educ'action nous condamnons la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran et le Liban. Cette intervention militaire illustre la poursuite d'une politique impérialiste dont l'objectif est le contrôle des ressources énergétiques. Cette logique fait peser une grave menace de guerre généralisée au Moyen-Orient, d'autant qu'elle s'ajoute à la guerre en Ukraine, l'intervention au Vénézuéla et le génocide à Gaza. La CGT Educ'action appelle à la mobilisation des travailleur·euses contre la course à la guerre des impérialistes et à se mobiliser dans un grand mouvement pour la paix. Nous nous inquiétons et nous nous opposons à la militarisation en cours dans l'Éducation Nationale.

En intersyndicale avec la FSU, FO et Sud Education, nous sommes profondément inquiets de la politique actuellement menée par le gouvernement au sein de l'École au nom de « l'Éducation à la défense ».

Ainsi, un guide invite les personnels de l'Éducation nationale, en plus des dispositifs existants et qui ne cessent de se développer comme les classes « Défense et Sécurité Globale », à se saisir des stages de « découverte professionnelle » des classes de troisième et seconde, ainsi que les périodes de formation en milieu professionnel des classes de Bac professionnel et de CAP, afin de favoriser le contact des élèves avec des militaires « et plus largement des corps en uniforme ». Nous refusons que l'École et ses personnels soient instrumentalisés pour pousser les jeunes vers l'Armée. La campagne de recrutement pour ce nouveau service national doit être immédiatement stoppée.

Nous sommes profondément attaché·es à la mission d'éducation et d'émancipation qui fonde l'École publique. À ce titre, nous refusons toute mesure tendant à militariser l'École, et considérons que la propagande guerrière, sous quelque forme que ce soit, n'a pas sa place au sein des écoles, collèges, lycées et lycées professionnels. La mise à l'arrêt des dispositifs qui font intervenir des militaires nous paraît d'autant plus nécessaire qu'ils ont été, en début d'année scolaire, le théâtre de graves dérives, traumatisantes pour les élèves.

Nous dénonçons aussi l'annonce de la construction d'un deuxième porte-avion au coût exorbitant : 10 milliards d'euros ! Visiblement quand il s'agit de faire la guerre il y a de l'argent, quand l'Éducation nationale se voit elle dans l'obligation de supprimer 4000 postes.

En plus des menaces de guerre, nous exprimons notre profonde inquiétude devant la montée des idées d'extrême droite. La récupération médiatique et politique de la mort, à Lyon, d'un militant lié à la mouvance néonazie a amplifié une diabolisation de l'antifascisme et des organisations s'en revendiquant. La minute de silence suivie à l'Assemblée nationale est une véritable faute politique et morale et accélère l'inversion des valeurs. Les attaques fascistes de personnes et de lieux se multiplient en toute impunité. La CGT Educ'action s'alarme des résultats de l'extrême droite aux élections municipales et continue à la combattre ainsi que ses idées et les politiques qui l'alimentent. Nous avons une pensée pour les collègues qui vont devoir exercer leur métier dans les 61 villes tenues par l'extrême droite, collègues qui devront subir les logorrhées racistes, antisémites, nationalistes et sexistes des élu·es RN dans les conseils d'école.

Malgré les mobilisations du début d'année qui réclamaient plus de justice sociale et fiscale, le budget adopté attaque violemment les services publics au profit du budget militaire. Dans notre secteur, la baisse démographique sert de prétexte pour supprimer 3256 postes, alors que l'Éducation nationale est déjà rongée

jusqu'à l'os. Il faut au contraire en profiter pour améliorer le fonctionnement du service public d'éducation et créer massivement des postes.

Ce budget austéritaire appauvrit et précarise les personnels tout en dégradant leurs conditions de travail ainsi que les conditions d'étude des élèves. Il est urgent d'augmenter les salaires pour rompre cette spirale et créer un statut de catégorie B pour les AESH et les AEd.

Depuis des années, les moyens en personnels administratifs, AESH, de vie scolaire, de santé et sociaux ne permettent pas de répondre aux besoins croissants des élèves et des familles. La pauvreté et la ségrégation sociale ne cessent de s'aggraver. Pourtant, les moyens attribués à l'éducation prioritaire sont diminués et la carte reste ainsi figée depuis douze ans. Le principe même de l'éducation prioritaire est dévoyé par le ministère qui annonce en décembre 2025 un plan 800 collèges qui conditionne les financements aux résultats des élèves au mépris des besoins réels et sociaux.

Dans notre académie, les personnels mais aussi les usager·es (parents, lycéen·nes) restent mobilisé·es contre les réductions de moyens qui frappent les établissements comme l'a démontré la grève du 31 mars.

Nous voulons dénoncer ici la manière dont s'est déroulé le GT carte scolaire. À quoi sert-il si la DSDEN ne nous donne même pas un pré-projet ? Cette opacité nouvelle empêche les délégué·es du personnel élu·es de faire leur travail. C'est à cause de cette manière de faire que nous avons décidé de boycotter la CSA-SD du 26 mars 2026, alors que ce n'est pas la politique habituelle de la CGT Educ'action... cela devrait vous alerter. La dégradation du dialogue social n'est jamais un bon signe. Nous demandons donc de revenir à la forme des GT de ces deux dernières années.

Sur votre projet, refusé en première instance, nous vous demandons de particulièrement réétudier et revoir les situations suivantes :

- A Treffendel, à Vern (la Chalotais), à Combourg (Pauline Kergomard), à Maxent : de passer au moins d'une fermeture définitive à une fermeture conditionnelle.
- L'annulation de toute fermeture à Feins, et Saint-Domineuc. Nous ne comprenons pas d'ailleurs la défiance envers les chiffres annoncés par le directeur sur cette école : les effectifs seront là et plus nombreux qu'à la rentrée 2025 !
- L'annulation de fermetures conditionnelles à l'école Elise et Célestin Freinet à Rennes et à l'école Anne Sylvestre de Dingé.
- Nous demandons une ouverture définitive à l'école maternelle de Romillé, à Saint-Père-Marc-en-Poulet (Théodore Chalmel) et à Vitré (la Hodéyère).

Merci de votre écoute.